

**Lutte  
antimines en  
Azerbaïdjan :  
Priorités et  
Besoins**

# Mine Action in Azerbaijan:

**Priorities and Needs**

**Rapport  
trimestriel  
Janvier-Mars  
2023**



**Agence azerbaïdjanaise d'action contre des mines**

**Bakou  
Avril 2023**

## Glossaire

<b>Résumé exécutif.....</b>	<b>2</b>
<b>Contexte.....</b>	<b>3</b>
<b>Étendue de la contamination par les mines.....</b>	<b>3</b>
<b>Victimes de mines.....</b>	<b>4</b>
<b>Lutte antimines et Développement Durable.....</b>	<b>5</b>
<b>Retour des personnes déplacées et planification à long terme.....</b>	<b>6</b>
<b>Activités de sensibilisation.....</b>	<b>7</b>
<b>Renforcement des capacités pour la lutte antimines.....</b>	<b>7</b>
<b>Priorités, défis et opérations de déminage en cours.....</b>	<b>9</b>
<b>Principales priorités de l'aide internationale.....</b>	<b>11</b>
<b>Impact potentiel de l'assistance internationale.....</b>	<b>12</b>
<b>Evénements.....</b>	<b>13</b>

## Résumé exécutif

L'occupation militaire des territoires azerbaïdjanais par l'Arménie pendant près de trente ans (1991-2020) a entraîné une contamination massive de l'Azerbaïdjan par les mines terrestres et les restes explosifs de guerre (REG). Selon les données actuelles, 147 988 hectares (ha) sont confirmés comme étant des zones hautement polluées, tandis que 675 570 ha sont considérés comme des zones moyennement ou faiblement menacées. À ce stade, il est évident que les mines sont déployées sans discernement, sans être marquées ni clôturées. Ce déploiement de mines sans aucune nécessité militaire continue de faire des victimes et constitue une menace majeure pour les civils innocents. Depuis la Déclaration Tripartite du 10 novembre 2020, 168 incidents d'explosion de mines terrestres ont été enregistrés en Azerbaïdjan et 288 personnes en ont été victimes (au 31 mars 2023). Parmi elles, 9 sont des enfants et 2 des femmes. Le nombre total de victimes de mines terrestres et d'armes à sous-munitions au cours des 30 dernières années s'élève à 3367 personnes. Bien que la Déclaration Tripartite ait prescrit le retrait de toutes les forces arméniennes du territoire de l'Azerbaïdjan, les forces arméniennes présentes illégalement sur le territoire de l'Azerbaïdjan dans les zones de déploiement temporaire du contingent russe de maintien de la paix continuent de déployer des mines. Depuis août 2022, 3166 mines produites en Arménie ont été détectées et neutralisées en Azerbaïdjan.

Étant donné que les mines déployées sans discernement entravent le retour des personnes déplacées internes ainsi que la reconstruction, la réhabilitation et la réintégration socio-économique des zones libérées, le Gouvernement de l'Azerbaïdjan considère la lutte antimines comme l'une de ses priorités nationales. Comme l'a déclaré le président de l'Azerbaïdjan, S.E. M. Ilham Aliyev, en raison du lien direct entre les objectifs de développement durable (ODD) et le déminage humanitaire, le gouvernement a décidé d'établir un ODD national particulier. L'Azerbaïdjan promeut également activement l'introduction du nouvel objectif de développement durable des Nations unies sur le déminage humanitaire. Parallèlement, le pays a également proposé de former un groupe de pays affectés par les mines dans le cadre du Mouvement des non-alignés, qu'il préside actuellement.

Afin d'assurer le retour sécurisé, volontaire et digne des PDI, le gouvernement donne la priorité au déminage des zones de grande importance telles que les principales routes d'accès, les infrastructures clés et les zones résidentielles planifiées.

Du 10 novembre 2020 au 31 mars 2023, l'Agence azerbaïdjanaise d'action contre des mines (ci-après ANAMA) et d'autres opérateurs de déminage ont déminé 74 644,8 ha de mines terrestres et de restes explosifs de guerre. La taille des territoires déminés au premier trimestre 2023 représentait 9 958,48 ha. La zone déminée jusqu'à présent représente environ 9,06 % de l'ensemble des zones de menace élevée, moyenne et faible.

L'ampleur du problème est massive, alors que les ressources disponibles pour la lutte antimines sont limitées. Cela nécessite une approche coordonnée des agences nationales et des partenaires internationaux en matière de lutte humanitaire antimines. L'ANAMA cherche à développer les partenariats et la coopération internationale afin de mobiliser des ressources et d'améliorer les capacités de lutte antimines. Actuellement, les priorités de l'ANAMA en matière d'assistance internationale sont les suivantes .

- Amélioration de la planification par l'utilisation de la gestion et de la technologie des données, et augmentation de la capacité de système de mine antiblindage à distance (RAMS) ;
- Enquêtes techniques et études de faisabilité pour accélérer et rationaliser les opérations de déminage humanitaire ;
- Augmenter la capacité de déminage par la mise en place d'ONG nationales supplémentaires accréditées pour mener des activités de déminage ;
- Continuer à soutenir le renforcement des capacités institutionnelles de l'ANAMA ;
- Augmenter la capacité de déminage mécanique de l'ANAMA ;
- Poursuivre le développement des capacités de formation et de conseil pour les chiens détecteurs de mines ;
- Mettre en place des équipes féminines de déminage et continuer à les soutenir ;
- Démarcation et clôture permanente ;
- Education aux risques des engins explosifs (EREE) ;
- Assistance aux victimes des mines.

## Contexte

Le problème de la contamination massive par les mines en Azerbaïdjan est le résultat de l'occupation militaire des territoires du pays par l'Arménie pendant près de trois décennies, qui a pris fin avec la signature de la Déclaration Tripartite le 10 novembre 2020. Dans le cadre de cette Déclaration, l'Arménie s'est également engagée à retirer toutes les forces arméniennes du territoire de l'Azerbaïdjan, ce qu'elle n'a toujours pas fait. Les opérations de déminage humanitaire révèlent que les forces arméniennes restées illégalement sur le territoire de l'Azerbaïdjan continuent d'y déployer des mines terrestres.

Pour cette raison, l'Azerbaïdjan est l'un des pays les plus contaminés par les mines terrestres et les restes explosifs de guerre dans le monde. Le déminage humanitaire révèle une contamination par un large éventail de mines antichars, de mines antipersonnel et d'autres restes explosifs de guerre.

Selon les premières estimations, les territoires libérés se composent d'environ 60 % de surfaces agricoles plates, de 30 % de collines herbeuses et de 10 % de montagnes. Le rapport d'évaluation de la lutte antimines du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et du Service de l'action antimines des Nations Unies (UNMAS) pour 2020 indique clairement que "la lutte antimines extensive et coûteuse sera une condition préalable à une reconstruction sûre, au retour des personnes déplacées internes et à une vie durable".<sup>1</sup>

Une mission inter-agences chargée de la préparation du rapport s'est rendue en Azerbaïdjan en décembre 2020. Elle a examiné les données existantes, a entrepris des réunions semi-structurées avec certains hauts responsables de l'ANAMA, a effectué une visite terrain de quatre jours dans cinq districts libérés, y compris un atelier de planification d'une demi-journée avec le personnel opérationnel clé de l'ANAMA. L'équipe de la mission a travaillé avec un large éventail d'homologues nationaux et internationaux, y compris des hauts fonctionnaires du gouvernement et des représentants de l'ANAMA.

## Étendue de la contamination par les mines

Le rapport d'évaluation de la lutte antimines de 2020, mentionné ci-dessus, identifie les territoires contaminés avec des niveaux de menace élevés, moyens et faibles, sur la base de l'étendue des mines et des munitions non explosées. Les zones de menace élevée couvrent principalement les territoires situés le long de l'ancienne ligne de contact de 254 km entre les Forces Armées d'Arménie et d'Azerbaïdjan, le front défensif autour des capitales de district actuellement libérées, les points militaires stratégiques et les zones de danger confirmées depuis les hostilités des années 1990. Selon les premières données, 147988 ha sont confirmés comme étant des zones hautement contaminées.

Photo 1. Zone contaminée (district de Khodjavend)



Selon les enquêtes non techniques et techniques en cours, les zones à risque moyen et faible sont estimées à 675570 ha. Les données initiales recueillies lors des enquêtes et des opérations de déminage indiquent que ces zones comptent au moins 1,5 million de mines terrestres. Cependant, le déminage humanitaire mené dans 21 champs (314 ha au total) dans les zones à haut risque a révélé des données inquiétantes : plus de 30 mines par hectare. Si cette tendance se maintient dans l'ensemble des zones à haut risque, le nombre réel de mines terrestres sera beaucoup plus élevé.

Le déminage humanitaire révèle que les champs agricoles, les cimetières, les jardins et d'autres zones à valeur sociale et économique ont fait l'objet d'une contamination aveugle. Le Rapport de Visite d'Évaluation Technique de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE) de mars-avril 2022 confirme que "les mines antichars et antipersonnel, posées sans schéma discernable ni enregistrement précis des champs de mines, représentent la principale menace<sup>2</sup>".

<sup>1</sup> Mine Action Assessment Mission to Azerbaijan, United Nations Development Programme (UNDP) and the United Nations Mine Action Service (UNMAS), December 10-16, 2020

<sup>2</sup> Technical Assessment Visit Report, Organization for Security and Cooperation in Europe, March 28-April 1, 2022

L'Arménie a transmis en 2021, sous la pression de la communauté internationale, des données sur les champs de mines. Ces données fournissent des informations sur 390709 mines antichars et antipersonnel et autres engins explosifs. Ces données représentent 5 % de toutes les zones à risque élevé, moyen et faible et moins d'un tiers des zones à risque élevé confirmées dans le rapport UNMAS/PNUD.

Cependant, non seulement la couverture des enregistrements est très limitée, mais leur précision est également très faible. Seuls 25 % environ des enregistrements de champs de mines fournis par l'Arménie se sont révélés fiables. On peut en conclure que seulement 1,25 % du territoire libéré possède des enregistrements de champs de mines avec des données fiables.

Malgré les dispositions claires de la Déclaration Tripartite sur le retrait des forces armées arméniennes et la cessation de toutes les hostilités, les forces armées arméniennes restées illégalement sur le territoire souverain de l'Azerbaïdjan, où le contingent russe de maintien de la paix est temporairement déployé, continuent de se livrer à des activités de pose de mines. Depuis août 2022, 3 166 mines produites en Arménie en 2021 ont été détectées et neutralisées dans les districts de Latchine (1671), Kelbadjar (935), Dachkesan (560) et dans la région économique du Karabagh. Les types de mines terrestres trouvées sont PMN-E, PMN-2 et TM62.

Photo 2 Mines antipersonnel PMN-E produites en Arménie (2021) détectées dans la direction du district de Latchine.



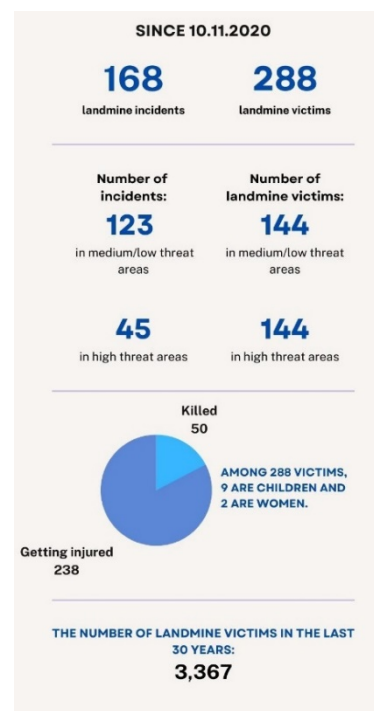
Ces mines ont été acheminées par la route de Latchine, qui relie l'Arménie aux territoires de l'Azerbaïdjan où les forces de maintien de la paix de la Fédération de Russie sont temporairement déployées. Ceci constitue une autre violation flagrante de la Déclaration Tripartite, puisque cette route ne peut être utilisée qu'à des fins humanitaires.

De plus, des enquêtes non techniques et techniques en cours ont révélé qu'il y a encore des champs de mines avec environ 40 000 mines terrestres plantées dans une zone de 93 km couvrant les montagnes Gamishdagh et Saribaba (districts de Kelbadjar et de Latchine).

## Victimes de mines

Depuis la Déclaration Tripartite, 168 explosions de mines terrestres ont eu lieu en Azerbaïdjan, entraînant la mort de 288 personnes (au 31 mars 2023). Parmi elles, 9 étaient des enfants et 2 des femmes. En outre, 4 personnes ont été victimes d'armes à sous-munitions. Les mines sont posées sans discernement au-delà des zones couvertes par la documentation sur les champs de mines. Bien qu'elles ne soient pas marquées ou clôturées, l'utilisation de mines sans nécessité militaire continue de faire des victimes et constitue une grave menace pour les civils innocents.

Deux explosions de mines ATM survenues le même jour dans le district de Kalbajar le 14 décembre 2022 ont causé la mort d'une personne et en ont blessé sept autres. La zone, utilisée par une entreprise commerciale, était considérée comme peu dangereuse. Les démineurs n'ont pas trouvé d'autres mines terrestres dans la zone des explosions. Des cas similaires ont été identifiés dans les villages de Susuzlug (Kelbadjar), Suarasi (Latchine), Tugh (Khodjavend) et Dachalti (Choucha).



En outre, deux civils ont été tués par l'explosion d'une mine terrestre dans le district d'Agdam le 16 mars, alors qu'ils faisaient paître leur bétail dans la région.

Tableau 1. Incident causé par (au 31.03.2023)

ATM	APM	Cluster	UXO/NA	Total
116	134	4	34	288

Cela porte à 3 367 le nombre total de victimes de mines terrestres et d'armes à sous-munitions au cours des 30 dernières années. Parmi elles, 357 sont des enfants et 38 des femmes.

La menace humanitaire que représentent les mines terrestres crée une situation d'urgence humanitaire qui requiert la plus grande attention.

Le gouvernement azerbaïdjanais déploie des efforts considérables pour aider les victimes de mines. Il fournit des équipements de réhabilitation, notamment des prothèses modernes et des fauteuils roulants électriques, ainsi que des services sociaux et psychologiques.

Depuis le 10 novembre 2020, un soutien psychologique et divers services ont été fournis à toutes les victimes de mines. Ces services comprennent une assistance sociale ciblée, des pensions et différents types de prothèses.



Photo 3 : Victime d'une mine visitant sa maison dans la ville de Choucha (2022) Photo : Journal "IRS Heritage".

Alors que le gouvernement s'efforce de répondre aux besoins immédiats des victimes de mines, la réalisation d'une évaluation des besoins aiderait à développer un cadre approprié pour prioriser l'assistance aux victimes de mines et mobiliser des ressources. À cette fin, l'aide internationale serait la bienvenue.

## Lutte antimines et Développement Durable

Les mines déployées sans discernement constituent le principal obstacle au retour des personnes déplacées dans les zones dont elles ont été expulsées par la force. La nature du problème des mines et des restes explosifs de guerre en Azerbaïdjan montre qu'il existe une relation très claire et directe entre les résultats des opérations d'enquête et de déminage ainsi que les avantages pour les rapatriés et le système socio-économique au sens large, y compris la réintégration rapide des zones libérées dans l'économie nationale.

La lutte antimines est l'une des priorités nationales du gouvernement azerbaïdjanais, qui a mobilisé ses ressources pour s'attaquer à cette menace humanitaire. Les zones à déminer en priorité comprennent les infrastructures (autoroutes, voies ferrées, lignes électriques), l'agriculture et la construction d'habitations liées aux travaux de réhabilitation et de reconstruction prévus. Chaque zone libérée est utilisée pour construire des routes, des voies ferrées et/ou reconstruire des villes, des villages, des écoles et les infrastructures nécessaires à la vie quotidienne, parfois une semaine seulement après la fin du déminage.

Il est communément admis que la lutte antimines doit être intégrée dans le développement - en Azerbaïdjan, cette intégration a été réalisée à un degré exceptionnel. Les activités humanitaires de lutte antimines en Azerbaïdjan jouent un rôle essentiel dans la réalisation des Objectifs de Développement Durable (ODD) et cela continuera d'être le cas dans un avenir prévisible. Comme indiqué ci-dessus, un objectif de développement durable national particulier sur le déminage sera introduit.

C'est pour cette raison que le déminage humanitaire et les ODD ont été choisis comme thème principal de la conférence internationale organisée en Azerbaïdjan en mars-avril 2022, à laquelle ont participé un large éventail de défenseurs et d'activistes du déminage, ainsi que des praticiens du déminage et de conférence qui s'est tenue en Azerbaïdjan du 24 au 26 mai 2023. Nous espérons que cette discussion intéressante, y compris l'initiative de lancer un nouvel ODD mondial sur le déminage ainsi que l'expérience de l'Azerbaïdjan dans la conception d'un ODD national, se poursuivra. L'Azerbaïdjan fait des efforts constants pour contribuer à la promotion de la dimension du déminage dans la quête du développement durable.

Il convient également de mentionner que le déminage humanitaire est l'un des points d'entrée de l'évaluation conjointe des besoins de relèvement pour les territoires libérés de l'Azerbaïdjan, qui est actuellement en cours dans les districts de Fizouli, d'Agdam et de Jabrayil en Azerbaïdjan.

## Retour des personnes déplacées et planification à long terme

Le "1er Programme d'Etat sur le Grand retour dans les territoires libérés de l'Azerbaïdjan", approuvé par le décret présidentiel du 16 novembre 2022, régit les questions liées au retour sûr, volontaire et digne des personnes expulsées de force vers leur lieu d'origine. Quatrième composante des cinq priorités nationales envisagées dans le cadre du programme "Azerbaïdjan 2030 : Priorités Nationales pour le développement socio-économique", le programme "Grand Retour" vise la réinstallation de 34500 familles dans le cadre de la première phase en 2022-2026. La première phase inclura les familles vivant dans d'anciens dortoirs et dans des conditions réduites depuis les années 1990. Elles auront la possibilité de retourner dans plus de 80 localités des districts d'Agdam, de Fuzouli, de Goubadly, de Djabrail, de Kelbadjar, de Khodjavend, de Latchine, de Choucha et de Zanguilan.

Le retour des personnes déplacées internes est prévu en trois phases, comprenant au total 227 villes et villages. Dans le cadre de la première phase, le programme "Grand Retour" prévoit la reconstruction d'un grand nombre d'infrastructures sociales : 7 établissements d'enseignement préscolaire et général dans le district de Choucha, 29 dans le district d'Agdam, 23 dans le district de Fuzouli, 21 dans le district de Zanguilan, 30 dans le district de Kelbadjar, 21 dans le district de Latchine, 16 dans le district de Goubadly, 25 dans le district de Djabrail, 20 dans le district de Khodjavend et 5 dans le district de Tartar (y compris les communautés de Sougovouchan et de Taliche). Dans les années à venir, les deuxième et troisième étapes du retour sûr, volontaire et digne des personnes déplacées sont planifiées en s'appuyant sur les expériences de la première étape.

Les plans de retour actuels prévoient le déminage de 33 795 ha de terres pour les zones résidentielles dans les trois phases, ainsi que le déminage supplémentaire de terres pour l'agriculture et l'infrastructure pour soutenir les zones résidentielles. Les terres actuellement prévues pour les zones résidentielles peuvent faire l'objet de mises à jour ultérieures.

Dans le cadre de la première phase, il est envisagé de déminer 14713 ha pour la construction de bâtiments résidentiels (maisons) dans les districts susmentionnés. Le déminage de cette zone devrait être achevé d'ici à 2024. Comme mentionné ci-dessus, "la lutte antimines extensive et coûteuse sera une condition préalable à une reconstruction sûre, au retour des personnes déplacées internes et à une vie durable".

Le travail de réhabilitation, de reconstruction et de réintégration à grande échelle dans les territoires libérés, conformément au programme "Grand Retour", a déjà porté ses fruits. En 2022, le premier groupe de PDI est rentré volontairement et en toute sécurité dans le village d'Aghaly, dans le district de Zanguilan, qui a été reconstruit sur la base du concept de "village intelligent" après les travaux de déminage. En mars 2023, un autre groupe de PDI est retourné dans leur village d'origine libéré, Talich, dans le district de Tartar.

*Photo 4 : Village d'Aghaly nouvellement reconstruit dans le district de Zanguilan*



*Photo 5. Village de Talich nouvellement reconstruit dans le district de Tartar.*



## Activités de sensibilisation

Parallèlement aux travaux de réhabilitation, de reconstruction et de réintégration à grande échelle dans les zones libérées, il est essentiel de mener des activités de sensibilisation auprès des habitants des zones libérées qui reviennent chez eux. À cet égard, l'ANAMA a organisé le vaste programme "Éducation aux risques des engins explosifs (EREE)" afin d'éduquer les résidents aux signes d'alerte, aux comportements de sécurité et aux actions spécifiques à entreprendre face aux risques et aux facteurs de risque.

Photo 6. Activité EORE organisée dans le district de Zangilan



Photo 7. Panneaux d'affichage EORE installés dans la zone détruite



L'ANAMA travaille également avec le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) et le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), ainsi qu'avec des organisations de la société civile, dans le cadre d'activités EREE visant à sensibiliser les écoles, les camps de PDI et la population vivant dans les zones touchées par le conflit, y compris les personnes participant à la construction d'installations sociales et d'infrastructures dans les zones libérées, aux risques liés aux mines. Dans ce contexte, 200 panneaux d'affichage ont été installés.

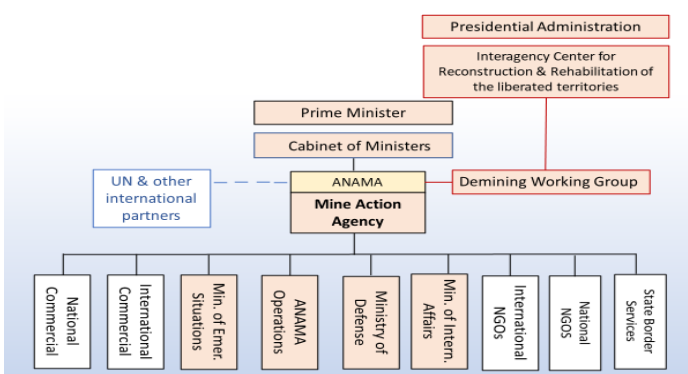
En partenariat avec le HCR, ANAMA a mené des activités de sensibilisation parmi les PDI dans 10 districts de janvier à mars de cette année. Ces activités visaient à sensibiliser le public aux dangers des engins explosifs dans les districts libérés et dévastés par la guerre de l'Azerbaïdjan.

Le Fonds de Développement du Football d'Azerbaïdjan, avec le soutien de l'UNICEF et de l'ANAMA, a commencé le processus d'implication et d'éducation des enfants des villages affectés par les mines à la frontière de l'État d'Azerbaïdjan. Le club de football Qarabağ FK et un club de football représentant le district de Tovuz ont diffusé des messages de sensibilisation au danger des mines pendant le match.

Parallèlement, ANAMA et la Fédération d'Azerbaïdjan de football (AFFA) ont organisé un match de foot entre des footballeurs amputés et des victimes de mines antipersonnel. Le prochain rapport contiendra de plus amples informations sur ce match et sur les projets d'ANAMA et de l'AFFA visant à soutenir le football pour Amputés en Azerbaïdjan.

## Renforcement des capacités pour la lutte antimines

Graphique 1. Architecture de la lutte contre les mines en Azerbaïdjan



L'ANAMA est la principale organisation responsable du déminage humanitaire dans le pays. Créée en 1998 sous le nom de "L'Agence azerbaïdjanaise d'action contre des mines", elle a commencé ses opérations de déminage humanitaire en 2000 afin d'éliminer l'impact socio-économique des mines terrestres et des restes explosifs de guerre.

Après la libération des territoires à l'automne 2020, l'ANAMA a été restructurée par le décret présidentiel de février 2021 pour planifier, coordonner et superviser les activités de déminage humanitaire des opérateurs - organisations non gouvernementales (ONG) nationales, internationales et locales.



Après la libération des territoires à l'automne 2020, l'ANAMA a été restructurée par le décret présidentiel de février 2021 pour planifier, coordonner et superviser les activités de déminage humanitaire des opérateurs - organisations non gouvernementales (ONG) nationales, internationales et locales. L'ANAMA coopère étroitement avec elles pour développer des cadres et des approches communes en matière de déminage et de remise à disposition des terres. Toutes les activités de déminage sont menées conformément aux Normes internationales de l'action contre les mines (NILAM). L'ANAMA est responsable de l'accréditation et de la surveillance de tous les opérateurs de la lutte humanitaire antimines, y compris les opérateurs publics impliqués dans le processus de déminage en Azerbaïdjan.

Les intervenants nationaux, décrits ci-dessous, comprennent l'ANAMA, le Ministère de la Défense (dans le cadre de son action humanitaire de lutte antimines), le Ministère des Situations d'urgence, le Service d'État des frontières azerbaïdjanaise, et quatre sociétés commerciales locales de déminage – « Alpha Demining », « Qaya Safety Solutions », « Safe Point » et « Azerbaijan Demining Company ». Des ONG internationales telles que Mines Advisory Group (MAG), Marshall Legacy Institute (MLI), Centre international de déminage humanitaire - Genève (CIDHG) et Développement d'un produit de détection anti-mines terrestres (Anti-Personnel Landmines Detection Product Development (APOPO)) ainsi que des ONG locales "International Eurasia Press Fund" et "Dayag" sont impliquées dans la lutte antimines en Azerbaïdjan.

Les exigences nationales révisées en matière de lutte antimines ont été récemment soumises à l'approbation du Cabinet des Ministres.

Tableau 2. Ressources opérationnelles pour le déminage humanitaire (au 31.03.2023)

Agences / entreprises	Personnel opérationnel	Chiens détecteurs de mines	Machines de déminage
ANAMA	1,022	34	24
Ministère de la défense	450	4	20
Ministère des situations d'urgence	50	10	4
Service frontalier de l'État	30	0	0
Opérateurs commerciaux locaux	349	36	8
Alpha Demining	85	13	2
Qaya Safety Solutions	78	7	2
Safety Point	128	6	1
Azerbaijan Demining Company	58	10	3
<b>Total</b>	<b>1,901</b>	<b>84</b>	<b>56</b>

L'ANAMA a élaboré un plan visant à accroître les ressources : de nouvelles équipes de déminage seront créées et équipées d'outils et de chiens détecteurs de mines. Toutefois, comme l'indique le Rapport de Visite d'Évaluation Technique de l'OSCE mentionné ci-dessus, pour accélérer le processus de déminage et réduire le risque pour les démineurs individuels, "un mélange de matériel lourd résistant aux mines (bulldozers, chargeuses-pelleteuses, et autres engins de terrassement similaires et protégés)" est nécessaire.

Photo 8. Personnel de déminage avec des chiens de détection de mines



En 2023, l'ANAMA prévoit de continuer à organiser des formations sur 22 sujets différents pour le personnel de déminage de toutes les agences participantes. 630 nouvelles recrues participeront à des cours de base sur le déminage humanitaire et le nettoyage des zones de combat, tandis que 295 membres du personnel suivront une formation en cours d'emploi au centre de formation de l'ANAMA à Goygol.

Afin de renforcer sa capacité institutionnelle et la formation de son personnel opérationnel, l'ANAMA s'est activement engagée avec des partenaires internationaux et des agences des Nations unies pour fournir des conseils techniques, une assistance au renforcement opérationnel et une mise en réseau internationale. Tout en continuant à s'appuyer sur le succès des partenariats internationaux précédents, l'ANAMA explore de nouvelles options et opportunités pour maintenir et renforcer son cadre de coopération internationale. Pour favoriser la mise en place d'équipes féminines de déminage, des formations et des évaluations basées sur le genre ont été menées avec le soutien du PNUD pour toutes les parties prenantes de la lutte antimines en Azerbaïdjan. Les deux organisations ont organisé un atelier afin d'élaborer une stratégie d'intégration de la dimension de genre pour l'ANAMA dans le cadre du projet "NextGen Recovery Solutions and Human Mobility", financé par le gouvernement britannique et mis en œuvre par le PNUD. L'ANAMA travaille également activement avec le Comité international de la Croix-Rouge, qui assure la formation des secouristes sur les sites de l'ANAMA, et avec le MAG, qui assure la formation et le mentorat des superviseurs des sites de l'ANAMA. La contribution des chiens détecteurs de mines de MLI est d'une grande valeur pratique pour le travail de déminage humanitaire d'ANAMA. L'ANAMA coopère également avec le CIDHG pour la mise à disposition du Système de gestion de l'information pour l'action contre les mines (Information Management System for Mine Action Core), ainsi que pour l'assistance à l'utilisation du système et la formation. Des experts de l'ANAMA ont participé à des sessions de formation internationales du CIDHG sur l'efficacité des opérations et de l'information.

Le 7 février 2023, l'Union européenne (UE), le PNUD et l'ANAMA ont lancé un nouveau projet visant à soutenir le retour en toute sécurité des personnes déplacées internes en Azerbaïdjan, avec une contribution financière de 4,25 millions d'euros.



Le projet aidera environ 33 000 familles de retour à se sentir plus en sécurité et à reconstruire leurs moyens de subsistance. La présence de mines et de munitions non explosées (UXO) empêche le retour volontaire et en toute sécurité des personnes déplacées internes. L'UE, l'ANAMA et le PNUD ont donc uni leurs forces pour former, équiper et déployer des équipes de déminage. L'objectif est également de mettre en place les premières équipes féminines de déminage en Azerbaïdjan. L'action soutiendra aussi la formation du personnel de l'ANAMA en matière de stratégie et de gestion de l'information afin d'aider à sauver des vies et à reconstruire les communautés dans les zones touchées par le conflit pendant toute la durée du projet.

## Priorités, défis et opérations de déminage en cours

Compte tenu de l'ampleur du problème et des ressources limitées disponibles pour la lutte antimines, le gouvernement donne la priorité au déminage des zones de grande importance, telles que les principales routes d'accès, les infrastructures clés et les zones résidentielles prévues pour le retour sûr, volontaire et digne des personnes déplacées internes. Cela permet d'utiliser efficacement et rapidement des ressources limitées et d'accélérer l'implication des agences concernées dans les travaux de réhabilitation et de reconstruction.

Comme indiqué dans le rapport d'évaluation de la lutte antimines du PNUD/UNMAS susmentionné, les conditions dans lesquelles les enquêtes non techniques et techniques et les opérations de déminage sont menées sont très difficiles pour un certain nombre de raisons. Tout d'abord, les zones ont été contaminées par des mines terrestres sans schéma discernable et sans enregistrement précis des champs de mines. De plus, la destruction et la dévastation systématiques de l'ensemble de la zone constituent un obstacle majeur aux opérations de déminage.

Photo 9. Opération de déminage dans la zone détruite



La croissance de la végétation et des arbres au cours des trente dernières années et la présence de gravats sont d'autres facteurs qui entravent les efforts de déminage.

L'ANAMA coordonne efficacement les diverses activités de plusieurs organismes publics de mise en œuvre, d'ONG et d'entrepreneurs commerciaux afin d'exécuter un plan de travail élaboré avec la participation des parties prenantes concernées et approuvées par le gouvernement.

Du 10 novembre 2020 au 31 mars 2023, l'ANAMA, en collaboration avec d'autres opérateurs de déminage, a travaillé dans 1052 champs et a déminé 74644,8 ha de terres. Au cours de cette période, 42451 restes explosifs de guerre, 27927 mines antipersonnel et 14645 mines antichars ont été trouvés et neutralisés (85024 au total).

Au cours des opérations de déminage menées de janvier à mars 2023, 3475 REG, 371 mines antipersonnel et 929 mines antichars ont été découverts et neutralisés (4775 au total). Pour la seule période janvier-mars 2023, la superficie des zones déminées était de 9958,49 ha.

Tableau 3. Opérations de déminage depuis le 10.11.2020 (au 31.03.2023)

Agences / entreprises	Surfaces déminées (ha)	ERW	APM	ATM	mines déminées
ANAMA	37,054.9	25,261	14,531	8,535	48,327
Ministère de la défense	29,116.3	10,445	10,205	2,580	23,230
Ministère des situations d'urgence	170,7	2,232	1,206	1,719	5,158
Service frontalier de l'Etat	1,937	277	1,502	1,467	3,246
Opérateurs commerciaux nationaux	6,365.9	4,236	483	344	5,063
Alpha Demining	2,093	2,890	12	28	2,930
Qaya Safety Solutions	1,469.3	565	421	95	1,081
Safety Point	1298.7	140	50	221	411
Azerbaijan Demining Company	1,504.9	641	0	0	641
<b>Total</b>	<b>74,644.79</b>	<b>42,451</b>	<b>27,927</b>	<b>14,645</b>	<b>85,024</b>

En outre, les enquêtes non techniques et techniques menées en 2022 ont révélé que 4 410 hectares des territoires libérés étaient contaminés par des armes à sous-munitions. Lors du déminage de ce territoire, 836 sous-munitions ont été trouvées et détruites. En comparaison, en 2021, 1050 hectares avaient été examinés et déminés, et 387 sous-munitions avaient été trouvées et détruites<sup>3</sup>.

Pour comprendre l'ampleur du défi que représente le déminage, il convient de noter que la zone déminée à ce jour représente environ 9,06 % de l'ensemble des zones de menace élevée, moyenne et faible. Le plan de travail pour 2023 couvre 48463,5 ha. Les plans pour les années à venir prévoient une nouvelle augmentation de la capacité de déminage pour atteindre environ 65000 ha par an.

<sup>3</sup> Clearing Cluster Munition Remnants 2022: Azerbaijan, Mine Action Review Journal

Table 4. Clearance in 2023 by districts (as of 31.03.2023)

Ville	Surfaces déminées (ha)	Total ERW/APM/ATM
Aghdam*	886.44	385
Djabrail	3,816.45	633
Fuzouli*	1,542.11	2,215
Latchine**	163.75	22
Goubadly	506.08	314
Choucha	72.57	14
Tartar**	417.94	355
Khodjavend**	2,098.04	720
Zanguilan	453.6	86
Autres	1.51	31
<b>Total</b>	<b>9,958.49</b>	<b>4,775</b>

\* Ce n'est pas l'ensemble du district qui a été occupé par les forces arméniennes ;

\*\* Les forces de maintien de la paix de la Fédération de Russie ont été temporairement déployées dans certaines zones du district.

Sous la direction d'ANAMA, la communauté de déminage en Azerbaïdjan acquiert une expérience unique en travaillant dans un environnement difficile de mines terrestres tout en appliquant des approches et des solutions innovantes. Bien qu'elle soit naturellement axée sur les besoins actuels de l'Azerbaïdjan, cette expérience apporte une valeur ajoutée indispensable et peut être appliquée à des opérations de déminage humanitaire dans d'autres parties du monde. En d'autres termes, notre pays ne se contente pas de demander de l'aide. Nous avons certes besoin du soutien de nos partenaires internationaux, mais nous sommes également à la recherche d'opportunités de partenariat, car nous pensons que notre expérience peut aider d'autres pays confrontés à des défis similaires.

## Priorités principales de l'aide internationale

Pour l'avenir, il existe clairement un besoin et une opportunité pour les donateurs internationaux de jouer un rôle significatif et vital dans l'augmentation des capacités humanitaires de lutte antimines en Azerbaïdjan et dans le développement de la capacité institutionnelle nécessaire de l'ANAMA. A ce stade de la planification, les priorités suivantes sont considérées comme essentielles :

- Amélioration de la planification par l'utilisation de la gestion des données et de la technologie, renforcement de la capacité de la RAMS. Application de technologies en couches telles que "Geo-spatial", "RAMS" et enquête technique pour mieux définir les besoins en matière de déminage, y compris le processus d'attribution des tâches dans le cadre du plan de travail national.
- Enquêtes techniques et études de faisabilité pour accélérer et rationaliser les travaux de déminage humanitaire.
- Augmentation de la capacité de déminage par la création d'ONG nationales supplémentaires accréditées pour mener des opérations de déminage. Les ONG nationales ont créé une capacité locale et nationale et sont capables de travailler en complémentarité avec le plan de travail national, mais aussi en dehors de celui-ci. Elles pourraient jouer un rôle essentiel dans la gestion des risques résiduels afin de favoriser le rapatriement en toute sécurité des personnes déplacées internes.
- Continuer à soutenir le renforcement des capacités institutionnelles de l'ANAMA en lui fournissant des conseils techniques en matière de gestion opérationnelle, d'information et de qualité. En soulignant la nécessité d'une coopération internationale, l'Azerbaïdjan se réjouit de travailler avec d'autres partenaires à cette fin.

- Augmentation des capacités de déminage mécanique de l'ANAMA. Les véhicules de déminage sur mesure conviennent à une grande variété de tâches auxquelles sont confrontées les équipes de déminage et constituent un atout supplémentaire éprouvé et performant, en particulier en présence d'obstacles et de tranchées. Les besoins en machines de déminage sont les suivants : MV-10, ainsi que des machines équipées de fléaux et de fraises à long bras pour s'adapter aux surfaces irrégulières, et des machines industrielles blindées (chargeurs frontaux, bouteurs et excavateurs). Le nombre total de machines nécessaires à ce stade est de 18.
- Poursuite du développement de la capacité de formation et de conseil des chiens de détection de mines. Des spécialistes internationaux sont nécessaires pour maintenir la "compétence" des chiens de détection de mines de l'ANAMA à un niveau élevé en établissant des procédures et des lignes directrices appropriées en matière de formation, et pour être présents en permanence sur le terrain afin de soutenir le programme des chiens de détection de mines. Il s'agira de soutenir le déploiement d'un conseiller spécialisé dans les chiens de détection de mines dans chaque centre régional de l'ANAMA pour une période de 12 mois.
- Mise en place et soutien permanent d'équipes féminines de déminage. Aucune femme n'est actuellement formée au déminage. L'ANAMA a pris l'initiative d'inclure les femmes dans ses plans d'expansion. L'objectif sera de soutenir cette initiative en contribuant au renforcement des capacités institutionnelles de l'ANAMA, en promouvant et en soutenant l'intégration de la dimension de genre, notamment par le biais d'un partenariat avec des ONG internationales et nationales.
- Démarcation et clôture permanente. L'objectif est d'installer des marquages très visibles et, le cas échéant, des clôtures pour empêcher les gens de pénétrer dans les zones dangereuses et pour prévenir les mouvements de mines qui peuvent se produire pendant les conditions météorologiques saisonnières.
- Formation aux risques des engins explosifs (EREE). L'intégration de l'EREE est une composante essentielle pour maximiser la sensibilisation des individus et des organisations par le biais de diverses formations directes et indirectes. Il est nécessaire d'accroître la sensibilisation par le biais d'applications mobiles ou d'autres approches innovantes.
- Assistance aux victimes des mines. Avec 3 367 victimes des mines en Azerbaïdjan, l'assistance aux victimes est un domaine prioritaire à améliorer. L'ANAMA vise à renforcer cette composante en procédant à une évaluation des besoins des victimes et en développant un cadre approprié pour la mobilisation des ressources sur la base des résultats de cette évaluation.

Il est prévu de revoir et d'actualiser la liste des principales priorités tous les trois mois.

## Impact potentiel de l'assistance internationale

Le partenariat et la coopération internationaux étant essentiels au succès de la lutte antimines, l'augmentation de l'aide internationale à l'Azerbaïdjan permettra d'accomplir un certain nombre de tâches importantes en matière d'aide humanitaire et de développement, tout en contribuant à la paix et à la coopération régionales.

L'accélération du déminage humanitaire réduira le nombre croissant de victimes des mines et permettra une réhabilitation et une reconstruction rapides afin de créer les conditions nécessaires au retour sûr, digne et volontaire des PDI dans leur lieu d'origine. Fournir un environnement sûr pour le retour volontaire de plus de 800 000 personnes déplacées et assurer leur bien-être par la mise en œuvre des programmes nécessaires constituera une étape importante dans la gestion des conséquences du conflit passé et contribuera également à la stabilité régionale.

Un déminage réussi facilitera la construction et le fonctionnement des liaisons ferroviaires et routières régionales et, en perspective, facilitera la coopération régionale au bénéfice de tous les pays concernés et de leurs populations.

L'ANAMA est prête à s'engager activement auprès de donateurs potentiels et d'organisations intéressées à contribuer à la lutte antimines en Azerbaïdjan. Par ailleurs, l'ANAMA participe activement aux événements internationaux liés aux mines terrestres et contribue à l'échange d'expériences et de bonnes pratiques.

## Evénements

À l'occasion de la Journée internationale pour la sensibilisation au problème des mines et l'assistance à la lutte antimines, le 4 avril 2023, l'ANAMA a organisé un événement pour le lancement du livre "Hidden seeds of death" ("Graines cachées de la mort"). Publié en azerbaïdjanais, en anglais et en russe, le livre vise à souligner l'importance d'unir les efforts pour libérer le monde du danger mortel pour les civils. Composé de chapitres intitulés "Blasted Land", "A Crime Without Time Limitation" et "Total Terror", le livre illustre les horreurs des mines et des REG en Azerbaïdjan à l'aide de photos compilées par le magazine "IRS Heritage".

D'autre part, comme mentionné ci-dessus, l'ANAMA a organisé avec les Nations Unies la 2e Conférence Internationale sur le Déminage Humanitaire intitulée "Mine action – the path to reaching Sustainable Development Goals" ("Lutte antimines - la voie vers la réalisation des Objectifs de Développement Durable") en Azerbaïdjan du 24 au 26 mai 2023. La conférence a visé à fournir une plateforme pour les défenseurs et les activistes du déminage, ainsi que pour les praticiens du déminage, afin de poursuivre et d'élargir les discussions entamées en Azerbaïdjan au début de 2022 lors de la première conférence, qui s'est concentrée sur le déminage humanitaire et les ODD, ainsi que sur d'autres sujets importants pour le déminage humanitaire à l'échelle mondiale.

Intelligence Inc. prévoit également d'organiser l'atelier intitulé "Explosive Ordnance Seminar : Europe 2023" en partenariat avec l'ANAMA du 11 au 13 juillet 2023 à Bakou. Au cours de cet atelier, des représentants de différents pays discuteront des méthodologies de déminage, des outils et des équipements utilisés dans les opérations de déminage.